

Job no: 594379

Contract type: Consultant

Duty Station: Kinshasa

Level: Consultancy

Location: Democratic Republic of Congo

Categories: Education

Contract Duration – *4 months*

Working arrangement: *Office Based*

UNICEF works in over 190 countries and territories to save children's lives, defend their rights, and help them fulfill their potential, from early childhood through adolescence.

At UNICEF, we are committed, passionate, and proud of what we do for as long as we are needed. Promoting the rights of every child is not just a job – it is a calling.

UNICEF is a place where careers are built. We offer our staff diverse opportunities for professional and personal development that will help them reinforce a sense of purpose while serving children and communities across the world. We welcome everyone who wants to belong and grow in a diverse and passionate culture, coupled with an attractive compensation and benefits package.

Visit [our website](#) to learn more about what we do at UNICEF.

TERMS OF REFERENCE

Selon l'indice d'inégalité de genre (2021), la discrimination fondée sur le genre est répandue en République Démocratique du Congo (RDC), pays qui se classe au 151ème rang à l'échelon mondial. Dans le domaine de l'éducation, cette inégalité de genre se traduit notamment par la proportion de filles qui abandonnent l'école en raison de préoccupations de sécurité, ainsi que des pratiques culturelles et sociales telles que le mariage d'enfants et la grossesse précoce, les violences basées sur le genre, etc.

Selon les données de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) de 2024, les filles représentent 53% des enfants et adolescents non scolarisés de 5 à 17 ans. Toujours selon les données de l'enquête EDS, les provinces de l'Ituri et du Nord Kivu sont les plus représentées dans la population des filles non scolarisées, représentant respectivement 10,4 % et 12,8% des filles non scolarisées en RDC.

Les résultats de l'enquête par grappe à indicateurs multiples (MICS) de 2018 quant à eux révèlent que 89% des enfants de 1 à 14 ans subissent une forme de discipline mais pour 6% d'entr'eux, il s'agit de discipline non violente. Le niveau de l'agression

psychologique (80%) et de punition physique (80%) dont 40% sévères, montre la façon souvent violente avec laquelle les enfants de la RDC sont éduqués.

Les violences basées sur le genre autour et dans l'école figurent parmi les principales causes de la déperdition scolaire des filles surtout au niveau de la transition à l'école secondaire. Les violences à l'école en général, touchent aussi bien les filles que les garçons, mais de manière différente. Les garçons sont davantage susceptibles de participer à une bagarre ou de subir une agression physique. L'humiliation physique est plus courante chez les garçons que chez les filles. Les filles quant à elle subissent plus les brimades, l'humiliation et le harcèlement sexuel et psychologique. L'âge est également un facteur à prendre en compte. Les enfants plus âgés sont moins susceptibles d'être harcelés mais parfois provoqués par les moins jeunes. Plusieurs enquêtes indiquent que l'apparence physique de certains enfants ou un handicap constituent le motif de moqueries et de harcèlement les plus courants. Les enfants issus de familles pauvres sont souvent plus vulnérables aux moqueries, brimades et humiliations.

Les violences sont parfois perpétrées par les enseignants et le personnel scolaire à travers les châtiments corporels, les formes cruelles et humiliantes de punition psychologique, l'exploitation et les abus sexuels, les violences verbales ainsi que le harcèlement. Les violences se produisent aussi entre pairs dans et autour des écoles, notamment le harcèlement, la violence sexuelle fondée sur le genre, la violence physique et psychologique, y compris la violence en ligne. Les violences se produisent également à la maison et dans la communauté avec un impact sur les écoles.


Les effets de la violence sur l'apprentissage des enfants sont multiples. De nombreuses études démontrent comment l'exposition à la violence a un impact néfaste sur la santé, le développement et le bien-être des enfants (blessures physiques, mort, augmentation de l'anxiété ou de la dépression, comportements antisociaux), en poussant les victimes à devenir des auteurs de violence à l'avenir. Les enfants qui subissent la violence à l'école ont souvent une mauvaise assiduité ou abandonnent complètement l'école. Les enfants fréquemment victimes des différentes formes de violences (brimade, humiliations, harcèlement, bagarres, injures, attouchements sexuels, violences physiques, etc.) ont plus de risques de se sentir renier dans leurs écoles que ceux qui ne le sont pas, mais aussi ils courent le risque d'abandon scolaire et on observe que plus les enfants sont violentés plus leurs résultats scolaires sont mauvais.

Le gouvernement de la RDC est conscient que les violences perpétrées dans et autour des écoles peuvent saper les investissements réalisés non seulement dans l'éducation, mais aussi dans d'autres domaines tels que la santé et le bien-être social et être préjudiciable à la société dans son ensemble. L'article 57 de La loi portant protection de l'enfant en République Démocratique du Congo stipule que l'enfant a droit à la protection contre toute forme d'exploitation et de violences.

L'UNICEF s'aligne aux priorités mondiales et nationales en veillant à ce que son programme soit sensible au genre et en s'efforçant de supprimer les obstacles qui empêchent les garçons et les filles de bénéficier de manière égale des efforts nationaux en matière d'éducation. L'UNICEF reconnaît également que l'éducation des filles bénéficie à la fois aux individus et aux nations. Des preuves convaincantes démontrent que les femmes ayant un niveau d'éducation plus élevé sont plus susceptibles de se marier plus tard, d'avoir moins d'enfants, d'être mieux informées sur les soins de santé et la nutrition, et, si elles décident de devenir mères, d'avoir des enfants en meilleure santé. Elles sont plus susceptibles de gagner plus d'argent et de s'engager sur le marché du travail formel.

C'est pourquoi depuis 2024, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté de la RDC, l'UNICEF en œuvre dans quatre provinces (Ituri, Kasai, Nord Kivu, Tanganyika) un projet financé par le Partenariat Mondial pour l'éducation (PME) via l'Agence Française de Développement (AFD), et dont l'objectif principal est d'améliorer l'éducation des filles en renforçant les conditions d'enseignement-apprentissage au niveau des classes et des écoles et en s'attaquant aux obstacles qui empêchent les filles d'aller et de rester à l'école.

Pour atteindre cet objectif, le projet prévoit l'élaboration d'une cartographie des types, formes et incidences des VBG en milieu scolaire. L'UNICEF recherche un consultant national pour mener à bien cette étude qui analysera les risques, types et formes des violences dans et autour des écoles et réaliser la cartographie des acteurs/services présents dans les 4 provinces de mise en œuvre du projet. Le rapport issu de cette analyse devra être utilisé pour actualiser les priorités d'action dans les écoles ciblées par le projet afin d'améliorer les dispositifs de prévention et d'intervention contre les VBG dans et autour des écoles. Le rapport servira de guide pour les provinces éducationnelles et les écoles dans l'élaboration de leur plan d'amélioration d'école intégrant la dimension de protection des enfants, la prévention et la réponse aux VBG.

If you would like to know more about this consultancy, please review the complete Terms of Reference here:  [Child Protectio Consultant.pdf](#)

Minimum requirements:

- **Education:** Diplôme de master en sciences sociales, statistiques, démographie, économie, droit, psychologie, etc.
- **Work Experience:**
 - Avoir une expérience professionnelle (au moins 5 ans) et des connaissances dans le secteur de l'éducation en RDC ;
 - Avoir une expérience dans l'analyse quantitative et qualitative ;
 - Avoir une expérience dans l'analyse des questions de genre en RDC ;
 - Avoir une expérience professionnelle dans le domaine du suivi et de l'évaluation et de la gestion de programme ;

- Avoir de l'expérience dans la collecte des données et la gestion d'ensembles de données ;
- Avoir de l'expérience dans la rédaction de rapports et de recommandations pour un plan d'action au niveau opérationnel est souhaitable.
- **Language Requirements:** Français, Kikongo et Swahili
- **Knowledge/Expertise/Skills:**
 - Connaissance du système éducatif de la RDC ;
 - Excellentes compétences interpersonnelles, d'animation et de communication ;
 - Flexibilité et capacité d'adaptation aux changements ;
 - Maîtrise professionnelle du français à l'écrit et à l'oral ;
 - Compétences avancées pour Microsoft Office (Word, Excel, SPSS et Power Point).

For every Child, you demonstrate...

UNICEF's Core Values of Care, Respect, Integrity, Trust and Accountability and Sustainability (CRITAS) underpin everything we do and how we do it. Get acquainted with Our Values Charter: [UNICEF Values](#)

[Remove the following paragraph if not a child safeguarding elevated risk role]
This position has been assessed as an elevated risk role for Child Safeguarding purposes as it is either a role with direct contact with children, a role that works directly with identifiable children's data, a safeguarding response role, or an assessed risk role. Additional vetting and assessment for elevated risk roles in child safeguarding (potentially including additional criminal background checks) apply.


UNICEF promotes and advocates for the protection of the rights of every child, everywhere, in everything it does and is mandated to support the realization of the rights of every child, including those most disadvantaged, and our global workforce must reflect the diversity of those children. [The UNICEF family is committed to include everyone](#), irrespective of their race/ethnicity, disability, gender identity, sexual orientation, religion, nationality, socio-economic background, minority, or any other status.

UNICEF encourages applications from all qualified candidates, regardless of gender, nationality, religious or ethnic backgrounds, and from people with disabilities, including neurodivergence. We offer reasonable accommodation for persons with disabilities throughout the recruitment process. If you require any accommodation, please submit your request through the accessibility email button on the UNICEF Careers webpage [Accessibility | UNICEF](#). Should you be shortlisted, please get in touch with the recruiter directly to share further details, enabling us to make the necessary arrangements in advance.

UNICEF does not hire candidates who are married to children (persons under 18). UNICEF has a zero-tolerance policy on conduct that is incompatible with the aims

and objectives of the United Nations and UNICEF, including sexual exploitation and abuse, sexual harassment, abuse of authority and discrimination based on gender, nationality, age, race, sexual orientation, religious or ethnic background or disabilities. UNICEF is committed to promote the protection and safeguarding of all children. All selected candidates will, therefore, undergo rigorous reference and background checks, and will be expected to adhere to these standards and principles. Background checks will include the verification of academic credential(s) and employment history. Selected candidates may be required to provide additional information to conduct a background check, and selected candidates with disabilities may be requested to submit supporting documentation in relation to their disability confidentially.

Qualified candidates are invited to submit the following documents via the online recruitment portal, TMS (Talent Management System):

- An up-to-date TMS profile and curriculum vitae (CV)
- Cover letter
- A separate financial proposal (only acceptable in the format of the linked template)  [Financial proposal Child Protection Consultant.docx](#)

Remarks:

UNICEF does not charge a processing fee at any stage of its recruitment, selection, and hiring processes (i.e., application stage, interview stage, validation stage, or appointment and training). UNICEF will not ask for applicants' bank account information.

All UNICEF positions are advertised, and only shortlisted candidates will be contacted and advance to the next stage of the selection process.

Additional information about working for UNICEF can be found [here](#).

Advertised: 09 Jul 2026 W. Central Africa Standard Time

Deadline: 23 Jul 2026 W. Central Africa Standard Time